

Le « Petit Canada » de Lowell, Massachusetts

Paul-François Sylvestre

Number 33, Winter 1984–1985

Une culture de la dispersion

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/43248ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Sylvestre, P.-F. (1984). Le « Petit Canada » de Lowell, Massachusetts. *Liaison*, (33), 38–39.

Le « Petit Canada » de Lowell, Massachusetts

par
Paul-François Sylvestre

En 1861, un nouveau journal paraît dans la capitale fédérale. Le *Courier d'Ottawa* affiche une devise qui traduit bien ce qui se passe à l'époque, soit « Les peuples se déplacent quelques fois mais ne s'anéantissent jamais ». Le Canada est en effet victime d'un exode massif vers les États-Unis, nombre de Canadiens français choisissant d'élire domicile en Nouvelle-Angleterre, là où les manufactures de coton accueillent à bras ouverts une nouvelle main-d'œuvre. La petite ville de Lowell va devenir la destination de toute une colonie d'expression française. Quelque 10 000 Canadiens s'y retrouveront à un moment donné. Pas étonnant qu'on ait alors donné à un secteur de la ville le nom de « Petit Canada ».

Lorsque j'y suis passé, en juillet dernier, il a été facile de revoir les traces de cette présence canadienne-française d'autrefois. Car Lowell s'est mise à l'heure de la conservation du patrimoine. Aussi, commençons par un brin d'histoire.

La fondation de Lowell remonte au début du XIX^e siècle alors qu'un marchand de Boston, Francis Cabot Lowell, réunit quelques associés et fonde une compagnie manufacturière semblable à celles visitées en Angleterre au cours de l'année 1811. Les premières opérations se mettent en branle à Waltham, en 1815, puis à East Chelmsford en 1822, ensuite à Lowell vers 1824. Un important système de canal (que l'on peut visiter de nos jours) a dû être élaboré afin de pleinement utiliser le pouvoir des eaux de la rivière Merrimack. Restait maintenant à trouver une main-d'œuvre. Les « Boston Associates » de F.C. Lowell, décédé en 1817, se tournent vers les filles des fermiers yankees. Elles logent dans des barraques et reçoivent, en 1830, entre 2,25\$ et 4,25\$ par semaine (moins 1,25\$ pour leur hébergement).



L'église St-Jean Baptiste, un "French Canadian landmark" de Lowell, Mass. (Photo: Fernan Carrière)

Diversité ethnique

Plusieurs travailleurs irlandais, venus creuser les canaux et bâtir les manufactures, demeurent sur place et s'engagent dans les « factories » de coton. On leur donne une acre de terrain et les habitations des fils de l'Éire se dressent aussitôt pour former un ghetto appelé « The Acre ». Après la Guerre civile, il faudra trouver d'autres bras forts à bon marché. C'est ainsi que, à partir de 1860 et jusqu'à 1880, des milliers de Canadiens français se dirigent vers Lowell et s'installent tout près de l'Acre. On assiste à la naissance du « Petit Canada ». Arrivent ensuite les Grecs, qui prennent possession de l'Acre alors que les Irlandais occupent un secteur plus prospère de la ville, puis les Juifs d'Europe en 1880, les Polonais en 1890, et les Arméniens, Asiatiques et Hispanophones au début du XX^e siècle.

Aujourd'hui il est possible de revoir ces quartiers, ou ce qu'il en reste, au moyen d'un tour guidé en train, autobus et bateau. En visitant les anciennes filatures, on imagine aisément les ouvriers et ouvrières devant leurs machines.

Cette population, caractérisée par une profonde diversité ethnique, reste fragmentée et encline à se doter d'institutions culturelles propres à son identité : écoles, églises, journaux, clubs sociaux. Les Canadiens français, par exemple, ont leur église Saint-Joseph dès 1868. Seules d'identiques et de pauvres conditions de travail les réunissent sous un toit commun. En 1900, le taux horaire est de 10 sous dans les « factories » de Lowell, alors qu'il se chiffre à 21 sous dans les autres manufactures au pays. En 1903, la semaine normale de travail comprend 57 heures, mais les employés du coton doivent, pour leur part, en ajouter 9 de plus ! Dans de telles conditions, il n'est pas surprenant que la famille entière doive travailler pour arriver à joindre les deux bouts. Règle générale, le père fournit 54% du revenu familial, les enfants 29% et la mère y ajoute environ 7%. Parfois une famille complète travaille dans la même manufacture.

La grève de 1903

Le caractère hétérogène de la main-d'œuvre n'a pas été de nature à faciliter la syndicalisation des travailleurs à Lowell, et ce en dépit des conditions de travail décrites ci-haut. Mais les ouvriers spécialisés, qui représentent environ 10% de la main d'œuvre, se regroupent sous l'Union Textile Workers of America. Dans *Surviving Hard Times — The Working People of Lowell*, publié par Lowell Museum en 1982, on lit que « the members of these unions were predominantly Irish-American, with a scattering of French-Canadians. Most of the unorganized and unskilled mill workers were French-Canadians, Poles, Portuguese and Greeks ».

Si les Polonais, les Portugais et les Grecs s'organisent en 1903, au moment de la grève, il n'en va pas de même pour la population du Petit Canada. Plusieurs Canadiens français regagnent leur patrie ou se cherchent tout simplement du travail ailleurs en Nouvelle-Angleterre. Après une semaine de grève, pas moins de 1 000 francophones ont quitté les lieux, laissant 200 logements vacants.

Le guide fera remarquer que ces « tenements » ou anciens habitats ethniques ont souvent servi à d'autres

groupes. Il dirigera même votre regard vers un ou deux de ces édifices, tout aussi déserts que la manufacture qu'il vient de vous faire visiter. Mais revenons à l'histoire de Lowell et de son « Petit Canada ».

La grève de 1912

Un sérieux litige sur des questions salariales amène le syndicat à déclencher une autre grève en mars 1912. Les Canadiens français, cette fois, réagissent un peu différemment. Depuis dix ans, il se sont intégrés davantage à la population de Lowell, au point où le *Courier-Citizen* écrit que « the French-Canadians have entered fully into our civic life ». En effet, des Francophones siègent désormais sur des comités syndicaux, aux côtés des Grecs, Polonais, Belges, Portugais, etc.

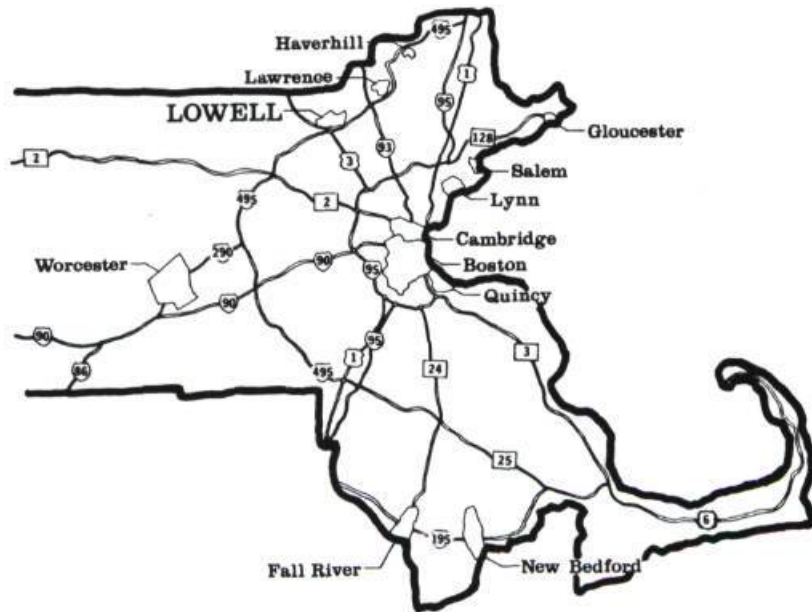
Après quelques semaines d'arrêt de travail, sans perspectives de solution, de nouveaux départs vers le Canada s'effectuent, comme en 1903. Si le journal francophone *L'Étoile* est prompt à soutenir que ces retours s'effectuent chaque année à pareille date, il se trouve des syndicalistes pour admettre que certains compatriotes ont quitté Lowell pour chercher du travail ailleurs et, ainsi, ne pas briser la grève.

Lorsque la violence éclate, *L'Étoile* s'en dissocie complètement. « The paper advocated peaceful means to achieve a settlement, and above all, did not want any Franco-Americans to be connected with violence. (...) Lowell's French-Canadian residents had put forty years of hard, honest work into achieving their good reputation in the community, and the paper wanted it maintained » (Op. cit.)

Déclin et vestiges

Par la suite, la ville industrielle de Lowell a continué de compter en son sein une fière population franco-américaine. Puis, le déclin manufacturier a signé l'arrêt de mort d'une époque prospère (pour les capitalistes, du moins). Au même moment, sinon avant, l'ouverture du Nouvel-Ontario a attiré nombre de Canadiens français jusqu'alors établis aux États-Unis. Aujourd'hui, Lowell est devenu un petit centre industriel doté d'une nouvelle vocation, celle de la technologie informatique.

Si un jour vous circulez en Nouvelle-Angleterre, arrêtez-vous à Lowell. La visite de trois heures, gratuite par surcroît, en vaut la peine, tout comme le visionnement du diaporama au centre touristique et d'accueil. On n'a pas oublié le passé « petit canadien »; les hôtesse s'efforcent même de vous répondre en



français et le guide est fier de mentionner le « French-Canadian landmark », cette église Saint-Jean-Baptiste construite en 1892. Le vocable lui pose

toutefois quelques difficultés de prononciation. Qu'à cela ne tienne; vous pourrez toujours lui donner un coup de main... ou de langue.★

Prenons Soins de notre dos est une brochure explicative mettant l'accent sur la prévention des accidents du dos. Elle peut être obtenue gratuitement en écrivant à l'adresse suivante:

Commission des Accidents du Travail
Direction des Communications
Programme éducatif pour le dos
2, rue Bloor est, Toronto, Ontario
M4W 3C3



Programme
Éducatif pour
le dos



**Workers'
Compensation
Board**

**Commission
des accidents
du travail**